

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =  
Rivista storica svizzera

**Band:** 32 (1982)

**Heft:** 1

**Bibliographie:** Anzeigen = bibliographiques

**Autor:** [s.n.]

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 07.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## ANZEIGEN - NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

### SCHWEIZERGESCHICHTE - HISTOIRE SUISSE

*Registres de la Compagnie des Pasteurs de Genève*, tome VI, 1589-1594. Publiés sous la direction des Archives d'Etat de Genève par SABINE CITRON et MARIE-CLAUDE JUNOD. Genève, Droz, 1980. XVIII + 356 p. («Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance», CLXXX).

L'équipe des éditeurs des procès-verbaux de la Compagnie des pasteurs de Genève s'est renouvelée; elle est toute féminine désormais - que penseraient les vénérables ministres contemporains de Théodore de Bèze de l'attention minutieuse que leur portent ces dames? Peu importe, puisque la publication continue: six volumes sont sortis de presse en vingt ans, ce qui n'est pas un rythme décevant compte tenu des difficultés intellectuelles et matérielles d'une telle entreprise. Le nouveau recueil conserve l'esprit et la forme de ses prédécesseurs. S'il s'en distingue pourtant, c'est par le contenu plus sommaire et plus négligent des rapports du secrétaire en exercice de la Compagnie, David Le Boiteux, depuis juillet 1591. Cette irrégularité est corrigée par l'annotation des éditrices, qui signalent d'autres affaires traitées par la Compagnie mais oubliées par son Registre. Elle est compensée d'autre part par une moisson abondante d'annexes, près d'une centaine de missives rédigées au nom de la Compagnie par l'un de ses membres (Bèze le plus souvent jusqu'au début de 1591), ou à elle adressées. Une autre singularité de ce recueil, c'est l'atmosphère dans laquelle il fut composé, celle de la guerre que dut mener Genève contre la Savoie. L'état de guerre et les problèmes spirituels et moraux qu'il pose - mais d'intendance aussi - dominent les préoccupations pastorales: comportement des soldats, assistance spirituelle à la troupe, repli en ville des pasteurs des zones occupées par l'ennemi, aide humanitaire.

La défense de Genève est coûteuse, sa situation économique difficile. La Compagnie met son prestige international au service de la cité en appuyant les demandes de secours que le gouvernement expédie dans toute l'Europe. Mais la guerre, c'est la manifestation de l'«ire de Dieu». C'est donc l'occasion d'un appel solennel, répété, menaçant, à la repentance, à la prière et aux jeûnes. La Compagnie ne se replie pourtant point sur ces soucis immédiats et locaux. Elle reste fidèle à la mission qu'elle avait assumée dès le temps de Calvin, celle de gérer et de propager la foi réformée. Elle fournit des pasteurs, dans la mesure du possible, aux communautés de l'étranger qui les lui réclament. Elle prend position, avec intransigeance, dans quelques débats théologiques: ici les «affaires» qui à Neuchâtel, Bâle et Lausanne, font suite à l'hétérodoxie qu'avait manifestée naguère Claude Aubery. D'une notation à l'autre, où se lisent souvent les sentiments les plus humains des pasteurs eux-mêmes ou de leurs ouailles, la lecture du Registre est concrète, vivante, par moments émouvante. Elle est avant tout témoignage des mentalités de cette fin difficile du XVI<sup>e</sup> siècle.

Zurich

J. F. Bergier

MICHEL SOËTARD, *Pestalozzi ou la naissance de l'éducateur. Etude sur l'évolution de la pensée et de l'action du pédagogue suisse (1746-1827)*. Berne, Peter D. Lang, 1981. 671 p. (Publications Universitaires Européennes).

Faut-il le dire? La lecture de ces pages, toutes pénétrées de ces vues originales et complexes, comme sa personne même, du grand éducateur, nous est apparue, presque constamment, d'une profonde actualité. Pestalozzi ne se dresse-t-il pas au cœur de notre temps quand il écrit: «Il n'y a pour le monde, moralement, spirituellement et politiquement en déclin, aucun salut possible si ce n'est par l'éducation, par la formation de l'humanité, par la formation de l'homme?»

Ce but, il a cherché à l'atteindre tout au long de sa vie, non sans faux pas certes, non sans souffrances, mais avec une persévérance, une ténacité, une volonté de suivre sa vision propre, qui lui permettent sans cesse, au fil même de ces échecs, de corriger son action, de chercher sa méthode, de la formuler en la vivant, cela jusqu'au bout, du Neuhof de son désastre au Neuhof de sa tentative dernière, celle où il voudrait encore fonder une école de pauvres, mais où il n'en a plus la force. Michel Soëtard, étape par étape, dans ce livre, qui n'est pas une biographie, transcrit le déroulement des expériences successives du pédagogue de Stans, de Berthoud, d'Yverdon, qui sont autant de remises en question, d'approfondissements de sa vocation originelle, et par conséquent de ses conceptions d'éducateur, car Pestalozzi, en tant qu'homme, est écrivain d'un style inimitable, est philosophe à sa manière, est homme de foi jusqu'à la moelle, et il a le besoin de rendre compte de ce qu'il vit, pour lui-même d'abord, et pour les autres, pour tous. Dans cet itinéraire, l'auteur est prodigieusement attentif à cette pensée en mouvement, en réaction, en recherche de son humanité la plus parfaite, et la plus conforme à ce que veut la nature. Il met en évidence le rôle essentiel joué par Zurich, ville réformée où vibre, depuis le temps de Zwingli, la préoccupation sociale, dans la formation et l'attitude du pédagogue, comme aussi le combat qu'il est toujours à nouveau appelé à mener devant ceux qui prétendent le comprendre mieux qu'il ne se comprend lui-même. Ainsi en va-t-il, pour finir, du grand rhétoricien Niederer ...

Sans doute le texte, truffé de citations incorporées, peut-il paraître quelque peu touffu. Mais il est si riche, et si persévérant à faire pénétrer, dans l'esprit du lecteur, la substance même de la pensée de celui que ne voulut être, en même temps qu'un homme, qu'un éducateur! Sans doute aussi peut-on se demander, ici et là, si l'auteur voit tout à fait juste. Ainsi, quand il dit (p. 597) que l'apprentissage d'un métier, dans toute la tradition réformée, n'a pour mission «que d'endiguer les appétits purement humains», on se demande s'il connaît bien les perspectives sociales qui dominent dans les écrits et dans l'action de Calvin. Mais quoi qu'il en soit, justice est ici rendue à une pensée qui devait connaître un retentissement exceptionnel, souvent honorée, plus souvent encore peut-être trahie, mais qui demeure pour cette fin de XXe siècle absolument fondamentale.

Genève

Gabriel Mützenberg

EDGAR BONJOUR, *Theodor Kocher*. Bern, Haupt, 1981 (2., erw. Ausg.). 136 S. Abb. (Berner Heimatbücher, 40/41).

Edgar Bonjour-Kocher beschreibt breit erzählend Leben und Werk des hervorragenden Arztes Theodor Kocher, der schon zu Lebzeiten im Berner Tram Gespräche zum Verstummen brachte und von dessen menschlicher Ausstrahlung tausende von Schülern geprägt wurden. Die Würdigung der wissenschaftlichen Leistungen auf medizinischem Gebiet steht in dieser Kurzbiographie weniger im Vordergrund als die von einem starken christlichen Ethos geprägte Persönlichkeit. «Dieser erfolgrei-

che Erneuerer so manchen Wissenszweiges war selbstkritisch bis zum äussersten geblieben und hatte auch in den Zeiten, da die Naturwissenschaften einer überheblichen Selbstbeweihräucherung zu verfallen drohten, es nie unterlassen, auf die Grenzen allen menschlichen Könnens hinzuweisen. Den damals vorherrschenden Glauben an die Allmacht menschlicher Erkenntnis hat er nie geteilt.»

*St. Gallen*

*Silvio Bucher*

MAX WAIBEL, *1945 – Kapitulation in Norditalien. Originalbericht von Major Max Waibel, dem Vermittler der deutschen Kapitulation in Norditalien im Frühjahr 1945*. Herausgegeben von EDUARD PREISWERK, ALFONS BURCKHARDT und GEORG KREIS. Basel, Helbing & Lichtenhahn, 1981. 184 S., 32 Abb.

Das vorliegende Werk bringt die längst fällige Herausgabe des Originalberichtes, welchen Max Waibel als Vermittler der deutschen Kapitulation in Norditalien bereits 1946 niedergeschrieben hatte. Zwar ist die Operation Sunrise – so der alliierte Deckname für das Unternehmen – schon seit geraumer Zeit in groben Zügen bekannt, doch jetzt erfährt der Leser den spannungsvollen Ablauf detailliert aus der unmittelbaren Sicht eines Hauptbeteiligten.

Waibel skizziert einleitend die Kriegslage beim Beginn der Mission im Februar 1945. Dabei wird klar, dass Waibel die militärische und politische Situation Deutschlands für hoffnungslos hielt. Eindrücklich weist er auf die schwierige Situation der Vermittler – neben Max Waibel sind insbesondere noch Dr. Husmann und Baron Parrilli zu nennen – hin. Da das ganze Unternehmen der offiziellen schweizerischen Neutralitätspolitik zuwiderlief, musste es unter Umgehung der vorgesetzten Stellen auf rein privater Ebene völlig geheim abgewickelt werden. Die Beteiligten handelten dabei ausschliesslich ihrem Gewissen folgend. Waibel schildert im folgenden, wie es gelang, den SS-General Wolff und Allen W. Dulles als Vertreter der Alliierten zu einer ersten Kontaktnahme zu bewegen. Nachdem es anfangs schien, dass mit schweizerischer Vermittlung das Kriegsende in Italien sehr bald herbeigeführt werden könne, geriet das Unternehmen in arge Krisen. Detailliert wird im Bericht festgehalten, wie Waibel und seine Leute immer wieder unter Aufbietung aller Kräfte eine Fortsetzung suchten und fanden. Weil auf deutscher Seite vielfältige Schwierigkeiten auftraten, verzögerte sich die deutsche Kapitulation derart, dass die Alliierten zunehmend misstrauischer wurden. Das führte dann zur grotesken Situation, dass zwar die deutschen Unterhändler zur Kapitulation bereit waren, die alliierte Seite aber die Kontakte abgebrochen hatte. Der Bericht zeigt auf, welche Anstrengungen und Nervenproben nötig waren, damit Ende April 1945 endlich die deutsche Kapitulation in Norditalien erfolgen konnte.

In einem Nachwort würdigt H. R. Kurz das Geschehen aus heutiger Sicht und hebt die Verdienste von Max Waibel nicht nur für die kriegführenden Parteien und die Bevölkerung Oberitaliens, sondern auch für unser Land deutlich hervor. Das vorliegende Buch schliesst nicht nur eine wesentliche Lücke schweizerischer Zeitgeschichte, sondern es bringt Max Waibel endlich die längst verdiente Genugtuung.

*Bachenbülach*

*Christian Vetsch*

GEORG C. L. SCHMIDT, *Die Rettung des Stockalperschlosses in Brig, 1936–1981*. Bern, Haupt, 1981. 101 S.

Der Historiker G. C. L. Schmidt war bei der Rettung des markanten Bauwerkes von Anfang an massgeblich beteiligt und hat als Aktuar der Stiftung jetzt auch die Chronik der Erhaltung desselben geschrieben und damit ein Bekenntnis zu der kom-

plizierten Struktur eidgenössischen Lebens, auch, und gerade, in kulturellen Dingen abgelegt. Historiker waren übrigens sonst an der Kampagne zugunsten der Restaurierung nicht beteiligt (S. 36). Wenn diese das Gebäude weniger interessieren mag, so sollten sie desto mehr von seinem Inhalt angezogen sein und gar mit der Zeit etwas zur Hebung der dort liegenden Schätze, der fast vollständigen Rechnungsbücher und Aufzeichnungen Kaspar Jodok Stockalpers, tun, auf deren Bedeutung schon 1949 Leo Weisz hingewiesen hat. P. Arnold benützte diese Papiere für seine mehr volkstümlichen Stockalperbücher. «Aber hinter eine fachgerechte Edition oder gar hinter eine wissenschaftliche Ausdeutung des Materials, welche auch auf die Archive von Mailand, Turin, Genf, Chambéry und vielleicht Paris zurückgreifen müsste, hat sich kein Wirtschaftshistoriker gewagt. Das mag erstaunen, wenn man sich vor Augen hält, welchen untergeordneten Fragen und Quellen die neueren Spezialisten für Schweizergeschichte nachgingen, oft sogar mit eidgenössischen Subsidien.» Es ist zu hoffen, diese in seinem Buche (S. 84) nur nebenher angebrachte Mahnung des Verfassers des «Schweizer Bauer im 18. Jahrhundert» werde früher oder später beherzigt werden.

Glarus

Eduard Vischer

## ALLGEMEINE GESCHICHTE – HISTOIRE GÉNÉRALE

JOHN BOARDMAN, *Kolonien und Handel der Griechen. Vom späten 9. bis zum 6. Jahrhundert v. Chr.* Aus dem Englischen übertragen von K.-E. und G. FELTEN. München, Beck, 1981. 367 S. Abb.

Es handelt sich um die deutsche Übersetzung des englischen Werkes «The Greeks Overseas. Their Early Colonies and Trade» (zuerst 1964, dann in erweiterter Ausgabe 1980 erschienen), in welchem der bekannte englische Archäologe seine Forschungen über die Wechselwirkungen griechischer und «barbarischer» Kunst zusammenfasst. Wenn die gängigen Handbücher die frühe griechische Ausdehnung über das Mittelmeer durch die Verbindung zwischen Mutter- und Pflanzstädten zu begreifen suchen, indem sie etwa die ionischen Siedlungen von den dorischen durch verschiedene Einfärbung auf der Karte unterscheiden, geht der Verfasser anders vor: Er teilt den griechisch-ausländischen Kontaktraum in vier Zonen (Orient, Ägypten, Italien und Westen, Norden und Schwarzmeer) und untersucht in jeder Region die griechische Präsenz nach den Bodenfunden, an welche Belege er die literarischen Testimonia anschliesst. Im Kapitel Orient (merkwürdigerweise mit «Das Abenteuer des Ostens» überschrieben, wie wenn die Westfahrten bis Gibraltar keine Abenteuer gewesen wären) wird zuerst Nordsyrien mit dem Hafen Al Mina behandelt, wo die früheste euböische Keramik einfluss und die griechische Faktorei bald das ganze Spektrum hellenischer Manufaktur nachzog. In der Gegenrichtung dürfte ein Teil des orientalischen Kunsthandwerkes über diese Ausfuhrpforte nach Griechenland gekommen sein. Katalogartig werden dann die orientalischen Formen und Typen geschildert, die auf die griechische Kunst Einfluss nahmen: Tierfiguren, Reliefbänder, Pflanzenornamente, usw. Aus späterer Zeit wird die ionische Arbeit an den persischen Palästen in Pasargadae und Susa – sie ist auch inschriftlich bezeugt – unterstrichen. Gegenüber der vielbehaupteten griechischen Mitwirkung an den Perse-

polisreliefs übt der Verfasser kluge Zurückhaltung. Kann bei diesen griechisch-orientalischen Berührungen nicht von Kolonisation gesprochen werden – auch in Ägypten beschränkt sich die bezeugte griechische Ansiedlung auf Naukratis –, so hat der griechische Westhandel zum Kranz der hellenischen Städte um Sizilien und in Grossgriechenland geführt. Die Streitfrage Ackerkolonie oder Handelsplatz lässt der Verfasser offen, beschreibt aber dafür jede einzelne Koloniestadt nach geographischer Lage, Fundmaterial und Geschichte. Jedem Platz: Syrakus, Gela, Sybaris, Poseidonia, Tarent usw., werden 1–2 Seiten gewidmet, die fast handbuchartig die wichtigsten Angaben mit den entsprechenden Literaturverweisen (dazu gut gewählte Illustrationen der typischen Funde) enthalten. Anschliessend werden in zwei dichtgeschriebenen Kapiteln das Verhältnis zwischen griechischer und etruskischer Kunst (S. 234–247) und die Beziehungen zwischen Griechen und Phönikern (S. 247–256) beschrieben. Auf das reiche Material, das der Verfasser über die griechischen Schwarzmeerkolonien (S. 288ff.) vorlegt, und auf die knappen Bemerkungen über die griechisch-skythischen Wechselbeziehungen in der Kunst, kann in dieser Anzeige nicht ausführlicher hingewiesen werden. Im Ganzen ist das Buch keine *Geschichte* der griechischen Kolonisation, sondern ein höchst anspruchsvoller Abriss der modernen archäologischen Forschung in den griechischen Randgebieten. Als Lese- und Nachschlagewerk für die frühe griechische Geschichte dürfte es aber auch dem Historiker ausgezeichnete Dienste erweisen.

Bern

Gerold Walser

*Die Kelten in Baden-Württemberg.* Hg. von KURT BITTEL, WOLFGANG KIMMIG, SIEGWALT SCHIECK. Stuttgart, Theiss, 1981. 533 S. Abb.

Der reich illustrierte Band, ein Gemeinschaftswerk von 19 Prähistorikern und Fachleuten der süddeutschen Denkmalpflege, gliedert sich in einen allgemeinen Teil über Geschichte und Kultur der Kelten (S. 15–278) und einen alphabetisch angelegten topographischen Teil, in welchem die einzelnen Fundplätze vorgestellt werden (S. 281–508). Eine Übersichtskarte auf den Vorsatzblättern erleichtert das Auffinden der zitierten Ortschaften. Die Reihe der Beiträge beginnt mit einer kurzen Forschungsgeschichte von K. Bittel, besonders reizvoll, weil sie von der Keltenromantik des 19. Jahrhunderts zur kritischen modernen Forschung führt, in die sich der Autor selbst einschliessen muss: er hat 1934 mit einer Dissertation «Die Kelten in Württemberg» promoviert. Ebenfalls aus der Feder Bittels stammt das Kapitel «Religion und Kult» (S. 85–116), das sich um so mehr durch spekulationsfreie, nüchterne Betrachtung auszeichnet als wir gewohnt sind, die reichen Angaben Caesars auf die süddeutschen Kelten zu übertragen. Bittel unterstreicht, dass aus vorrömischer Zeit kein einziger Göttername überliefert ist und dass die gallo-römische Götterwelt der Kaiserzeit sehr wohl aus dem Westen importiert, also Effekt der Romanisierung sein könne. Die Überlegung ist wichtig für die Schweiz, wo wir traditionellerweise das grosse gallo-römische Pantheon aus altkeltischer Zeit ableiten. Das wichtigste Überbleibsel der vorrömischen Kelten, die Hallstatt-Grabhügel, scheinen einst mit den Statuen der Verstorbenen gekrönt gewesen zu sein, meist aus Holz, weshalb sich wenig Spuren davon erhalten haben. Die vieldiskutierten «Viereckschanzen» deutet Bittel überzeugend als keltische Kultplätze. – In ähnlich kritischer Art wird von F. Fischer das Thema der keltischen Geschichte und Gesellschaftsform behandelt (S. 45–84). Was der antiken Beobachtung als amorpher Barbarenhaufe, der Forschung des 19. Jahrhunderts als mächtige Nation erschien, erweist sich moderner Untersuchung als unzusammenhängende Vielzahl von Stammes- und Söldnergruppen, bei denen sogar die sprachliche Zusammengehörigkeit fragwürdig bleibt. Die Ausführungen über die Helvetiergeschichte (S. 70–74) dürften manchen Leser veranlassen,

die aus Caesarlektüre und Gymnasialunterricht lieb gewonnenen Anschauungen zu revidieren. Andererseits kann man sich aus den ausgezeichneten Tafeln mit den Goldschätzen dieser «Hallstatt-Fürsten» ein Bild vom Reichtum des vorrömischen Keltentums machen. Auf die Inhaltsfülle der übrigen Beiträge (Bestattungsbräuche, Tracht und Bewaffnung, Handwerk und Technik, Kunst) kann in dieser knappen Anzeige nicht im Einzelnen hingewiesen werden. Aus dem topographischen Teil nur zwei Hinweise: auf den ausgezeichneten Forschungsbericht über die Ausgrabungen auf dem Fürstensitz der Heuneburg (S. 369–390) und den erst kürzlich entdeckten, fast unversehrten Grabhügel von Hohenasperg (S. 390–400, mit Rekonstruktionszeichnung Abb. 52). Mit ihrer nüchternen, aller überholten Keltenromantik abholden Haltung und der reichen Dokumentation ist die neue Publikation auch ein unentbehrliches Handbuch für die Beschäftigung mit den Kelten auf Schweizer Boden.

Bern

Gerold Walser

INGEMAR KÖNIG, *Die gallischen Usurpatoren von Postumus bis Tetricus*. München, Beck, 1981. 237 S. (Vestigia, Beiträge zur alten Geschichte, Bd. 31).

Die fünf gallischen Usurpatoren (Postumus – Laelian – Marius – Victorinus – Tetricus), die von 260–274 n. Chr. die Geschicke der Rheinprovinzen, zum Teil auch Spaniens und Britanniens, in eigener Regie lenkten, haben immer wieder das besondere Interesse der Historiker geweckt: Sind sie Exponenten eines «gallischen Sonderreichs» (eines *imperium Galliarum*, wie Eutrop 9,9,3 – in Anlehnung an Tacitus, hist. 4,75,1 – formuliert) oder sind sie *adsertores Romani nominis*, wie sie die *Historia Augusta* (Tyr. trig. 5,5) bezeichnet? Lässt sich vom Bataver-Aufstand über dieses gallische Kaisertum (gemäss F. Altheim sogar mit keltischen Elementen) bis hin zur Zersplitterung des römischen Reiches eine einheitliche Tendenz erahnen?

Leider ist das Quellenmaterial, das zur Deutung dieser Phase der westeuropäischen Geschichte zur Verfügung steht, dürftig: einige Münzen, einige Inschriften – und widersprüchliche Angaben antiker Historiker. Der Verfasser hat nun sorgfältig zusammengestellt, was als gesichertes Wissen gelten kann. Besonders verdienstlich ist seine Neuausgabe der Inschriften (S. 189–224), und für jeden Usurpator und seinen Gegenspieler zeigt eine Übersichtskarte der Fundorte, wie sich die Einflussphären abgrenzen lassen. Auch die Münzprägungen von Köln, Mainz und Trier werden genau untersucht.

Als Ergebnisse sind zu verbuchen: eine gesicherte Chronologie der wichtigsten Ereignisse und eine verstärkte Skepsis gegenüber der These eines gallisch-keltischen Sonderreichs (die Existenz eines Gegenseats lässt sich *nicht* erhärten). Das hauptsächlichste Anliegen der Prätendenten scheint es gewesen zu sein, durch Selbsthilfe die Grenze gegen die andringende Germanenflut zu sichern, ohne auf die ferne Zentralgewalt warten zu müssen.

Zürich

Heinrich Marti

M. I. FINLEY, *Die Sklaverei in der Antike. Geschichte und Probleme*. Aus dem Englischen übertragen von CH. SCHWINGENSTEIN, A. WITTENBURG und K. BRODERSEN. München, Beck, 1981. 242 S.

Das Buch, dessen englische Originalausgabe den deutlicheren Titel «Ancient Slavery and Modern Ideology» (London 1980) als die deutsche Übersetzung trägt, besteht aus vier Vorträgen, die der Verfasser 1978 am Collège de France gehalten hat und nun in angereicherter Form (mit Anmerkungen und Bibliographie) vorlegt. Das erste Kapitel «Antike Sklaverei und moderne Ideologie» (S. 11–78) enthält eine Art Forschungsbericht, der von der Sklavereidiskussion der Aufklärung ausgeht. Der

Verfasser sieht die Entwicklung der Auseinandersetzung so, dass die Abschaffung der Sklaverei im 19. Jahrhundert zu einer moralischen Abwertung der Antike geführt habe, gegen welches Verdikt sich vor allem die Vertreter des deutschen Neuhumanismus zur Wehr setzten. Sie versuchten, die Sklaverei als Funktion der Wirtschaftsentwicklung zu erklären. Als dann nach dem Ersten Weltkrieg die sowjetischen Historiker die Sklavenbefreiung auf ihr Panier schrieben, haben wiederum deutsche Historiker unter Führung der Mainzer Akademie die moralische Verteidigung der klassischen Gesellschaft übernommen, welcher ideologische Streit mit wechselndem Aufwand bis heute weiterdauert. Im folgenden Kapitel «Die Entstehung einer Gesellschaft der Sklaverei» (S. 79–110) legt der Verfasser seine eigenen Ideen zur Entstehung des Sklaventums vor, das er als typisches Produkt der frühen kapitalistischen Wirtschaft betrachtet. Gegenüber dem freien Lohnarbeiter sei der Sklave selbst Ware, und diese für die antike Wirtschaft unentbehrliche Ware präge die griechisch-römische Gesellschaft als «Gesellschaft der Sklaverei». Im Kapitel «Sklaverei und Humanität» (S. 111–148) werden – mit deutlicher Spitze gegen J. Vogt, der 1965 die gleichsam mildernden Umstände der antiken Ordnung zusammengestellt hatte – Beispiele der Unmenschlichkeit im Sklavenwesen des Altertums aufgezählt. Den «Niedergang der antiken Sklaverei» (S. 149–183) sieht der Verfasser – wie Rostovtzeff und andere Forscher vor ihm – durch den gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Wandel der Spätantike verursacht, als der Staat die sozialen Unterschiede zwischen Freien und Sklaven mehr und mehr aufhob und die Landbesitzer die lohnendere Abhängigkeitsform des Kolonats anstelle der klassischen Sklaverei setzten. – Der Verfasser ist nicht zimperlich in der Kritik früherer Forscher und wirft ihnen vor allem falsch angewandte Moralität vor. Aber seine Massstäbe sind selbst ethisch und moralisch; sein häufigster Vorwurf ist, die Unmoralität des Sklavereieinstituts nicht genügend erkannt und gebrandmarkt zu haben. Nun ist es das gute Recht des modernen Historikers, sich über vergangenes menschliches Unrecht, d. h. was wir heute als Unrecht empfinden, zu empören. Es fragt sich nur, ob unter den unzähligen menschlichen Abhängigkeiten, welche die Weltgeschichte anbietet, gerade die Sklaverei die grösste Empörung verdient und ob der historischen Erkenntnis mit dieser Klassifizierung viel gedient ist. Tragen nicht nüchterne Bestandaufnahmen wie das Register der Bergwerkssklaven von Laureion (Lauffer 1955/56) oder der neue Beitrag von J. Ramin und P. Veyne über «L'esclavage volontaire», d. h. über den nicht seltenen Vorgang, dass sich römische Freie aus wirtschaftlichen Gründen in den Sklavenstand begeben (Historia 1981, Heft 4), mehr zur realistischen Einschätzung der sozialen Verhältnisse im Altertum bei?

Bern

Gerold Walser

*Das Dorf der Eisenzeit und des frühen Mittelalters. Siedlungsform – wirtschaftliche Funktion – soziale Struktur.* Bericht über die Kolloquien der Kommission für die Altertumskunde Mittel- und Nordeuropas in den Jahren 1973 und 1974. Hg. von HERBERT JANKUHN, RUDOLF SCHÜTZEICHEL und FRED SCHWIND. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1977. 535 S. 14 Tab. 98 Abb. 14 Taf. (Abhandlungen der Akademie der Wissenschaften in Göttingen, Philologisch-historische Klasse, Dritte Folge, Nr. 101).

Das Buch umfasst 17 Artikel, die im Rahmen von sechs Kolloquien als Vorträge und Diskussionsbeiträge gehalten wurden, und schliesst mit Schlussbemerkungen von R. Schützeichel. Drei sprachwissenschaftliche Beiträge zeigen auf, wie schwierig es ist, Wörter mit dem für die entsprechende Zeit richtigen Inhalt zu füllen. Hier können eigentlich nur die anschaulichen Ergebnisse der archäologischen Forschung weiterhelfen. Diese sind in fünf Beiträgen zusammengefasst, wovon einer sich mit



den Verhältnissen im Nordwesten des römischen Reiches befasst (v. Petrikovits). Daran anschliessend wird von Köbler und Jankuhn das Problem der Gleichstellung von lateinisch «vicus» mit deutsch «Dorf» diskutiert, wobei sie zu unterschiedlichen Ergebnissen kommen. In weiteren Artikeln wird das Thema noch vom geographischen, ethnologischen und rechtshistorischen Standpunkt aus angegangen und durch Beiträge über die Einflüsse von Klima und Böden ergänzt. Trotz Schlussbemerkungen fehlt eine interdisziplinäre Zusammenschau der Ergebnisse.

Bern

W. E. Stöckli

ANDRÉ N. STRATOS, *Byzance au VIIe siècle. II Les Premiers Héraclides et la Lutte contre les Arabes*. Lausanne, Payot, 1980. 303 p., cartes, hors-textes.

Divisé en treize chapitres, l'excellent ouvrage d'André N. Stratos retrace aussi bien la politique extérieure (guerres contre les Arabes, situation dans l'Empire d'Occident, guerres contre les Slaves) que la politique intérieure (querelles ecclésiastiques et dynastiques) de l'Empire byzantin au VIIe siècle. La période considérée est relativement riche en sources surtout narratives, mais l'interprétation de ces dernières présente à l'érudit nombre de difficultés que l'auteur expose de manière détaillée, et dont il se joue quelquefois avec succès. Lorsqu'il n'y parvient pas, il reconnaît avec une parfaite objectivité que l'on doit parfois en rester au stade de l'hypothèse et que certaines questions sont impossibles à trancher. Tant dans le corps du texte que dans les notes d'une profonde érudition, l'auteur développe dans un style coulant et attachant aussi bien un récit événementiel que les difficultés nombreuses présidant à la critique des sources. Il a du reste ajouté à la fin de son ouvrage une série de notes historiques très fouillées qui feront les délices du spécialiste et que le grand public pourra passer sans inconvénient. Une table de l'équivalence des mois entre Musulmans, Syriens, Arméniens et Macédoniens fait suite au texte et se trouve complétée par une bibliographie très savante et un index des noms propres et géographiques. On peut regretter, mais ce n'est qu'un détail, que le traducteur ait utilisé le terme de «coroi» pour «coempereur» qui, pour des raisons connues de tous les byzantinistes, traduit de manière satisfaisante le titre de δεύτερος βασιλεύς ou de μικρός βασιλεύς. Enfin, autre critique mineure, l'ouvrage est agrémenté de cartes, qui sont utiles pour la documentation, et de planches en couleurs qui sont trop peu nombreuses pour apporter quoi que ce soit au texte, et dont on sent qu'elles ont été insérées pour donner une touche luxueuse et «grand public» qui fait de cette édition française un ouvrage mixte, où cependant le caractère scientifique l'emporte nettement.

Mais il s'agit là d'un détail, et ce livre de qualité satisfera à la fois le public cultivé et les érudits spécialisés, qui y trouveront un état de la question parfaitement solide au point de vue scientifique.

Pully

Elisabeth Santschi

CAROL HEITZ, *L'architecture religieuse carolingienne. Les formes et leurs fonctions*. Paris, Picard, 1980. 288 p.

Les grands styles médiévaux, étudiés et décrits d'abondance, doivent beaucoup à l'architecture religieuse carolingienne, dont la connaissance est bien moins répandue et généralement encore fragmentaire. Dans son livre fondé sur un rapport de thèse de doctorat, Carol Heitz en propose une présentation raisonnée, qui s'appuie sur les enseignements des fouilles les plus récentes en France, en Allemagne, en Suisse et dans l'Italie du Nord, sans négliger non plus les indications que fournissent les représentations architecturales dans l'iconographie de l'époque. Ainsi, au-delà d'un

inventaire des constructions majeures des VIIIe-Xe siècles – parmi lesquelles St-Maurice, Romainmôtier, Genève, Coire, Disentis, Müstair et Mistail tiennent bonne place –, l'auteur décrit les formules architecturales adoptées au début du règne de Charlemagne, en suit au long des décennies l'affinement et la codification (le Plan de St-Gall), montre combien les édifices appelés à abriter le culte en épousent les nouvelles formes liturgiques, pour expliquer finalement les caractéristiques et cerner les principaux acquis de la période, où germe déjà l'art roman du XIe siècle. Les quelque 180 plans et documents photographiques, les cartes et annexes, l'index et une bibliographie fournie font bel et bien de cet ouvrage un manuel d'architecture carolingienne.

*Boncourt*

*Michel Hauser*

VITO FUMAGALLI et GABRIELLA ROSSETTI (ed.), *Medioevo rurale. Sulle tracce della civiltà contadina*. Bologne, Il Mulino, 1980. 459 p., ill., tabl., cartes.

Les dix-huit articles réunis dans ce volume représentent un échantillon des résultats obtenus par les membres d'un groupe de médiévistes italiens dont G. Rossetti définit les attitudes méthodologiques et problématiques dans son introduction au recueil. V. Fumagalli fait ensuite le point sur l'historiographie des campagnes d'Italie septentrionale (jusque vers 1950).

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux réalités matérielles. Le paysage rural se trouve au centre des préoccupations de M. Tangheroni, qui étudie la région de Pise au XIVe siècle. A. A. Settia propose une analyse du peuplement rural (en Piémont surtout) à partir des données toponymiques. Autre source pour l'étude du paysage, les cadastres sont l'objet des remarques de M. Nobili. Les problèmes de culture (de la vigne et de l'olivier surtout) constituent le thème d'un passionnant exposé d'A. I. Pini. M. Montanari s'arrête sur l'évolution des régimes alimentaires entre le VIIIe et le XIIIe siècle en Italie du Nord. R. Bordone examine enfin l'apport des publications érudites des XVIIIe et XIXe siècles pour l'histoire des sites médiévaux abandonnés.

La seconde partie de l'ouvrage regroupe des travaux axés sur la société et ses structures. La typologie, le développement et la distribution spatiale des différents types d'habitats occupent A. A. Settia, tandis que R. Comba donne les résultats de ses recherches sur les mouvements de population dans les Alpes franco-italiennes. Le rôle de l'épidémie de peste de 1348 dans la région de Bologne est finement analysé par A. I. Pini. V. D'Alessandro observe certains types de domaines ruraux en Sicile. A. Castagnetti étudie les relations entre terminologie et réalité dans la région de Ravenne durant le haut Moyen Age, tandis que V. von Falkenhausen précise l'influence de la conquête normande sur le vocabulaire agraire de l'Italie méridionale et de la Sicile.

La troisième partie de l'ouvrage s'oriente vers les questions de mentalités et de culture. C. Frugoni observe l'attitude de l'Eglise face aux paysans, telle qu'elle ressort des textes et de l'iconographie du Bas-Empire et du haut Moyen Age. R. Grégoire se sert pour cela des sources hagiographiques; dans le même but, G. Picasso utilise la législation (jusqu'à l'époque de Gratien) et G. Cherubini relit la «novella» des XIVe et XVe siècles. G. Cracco étudie l'église rurale à l'époque de Grégoire le Grand, alors que G. G. Merlo fait le point sur ce thème tel qu'il apparaît au XIVe siècle.

Une abondante bibliographie thématique clôt ce recueil très stimulant.

*Caprie*

*Pierre Dubuis*

JÖRG JARNUT, *Bergamo 568–1098. Verfassungs-, Sozial- und Wirtschaftsgeschichte einer lombardischen Stadt im Mittelalter*. Wiesbaden, Steiner, 1979. 330 S. (Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, Beiheft Nr. 67).

Das Herrschaftssystem langobardisch-karolingischer Prägung starb durch die Ungarenstürme im 10. Jahrhundert ab, nachdem es vorher schon durch innere Zwistigkeiten der Mächtigen stark erschüttert worden war. Wer Schutz bot, konnte in der Folgezeit seine Macht entfalten, vorab die Bischöfe, welche die Stadt befestigten, jedoch auch Grundherren, die ihre *curtes* zu *castra* ausbauten.

Weit mehr als der Titel vermuten lässt, bietet der Autor, gestützt auf breite Quellenstudien, eine Verfassungsgeschichte der Stadt. Ausgehend von der Königsherrschaft wird die Stellung der Grafen und des Bischofs umschrieben und der Weg zur Kommune und genossenschaftlichen Formen gezeigt. An Zahlen und Hinweisen auf Parallelen in andern lombardischen Städten kann man sich ein Bild über die Bedeutung der verschiedenen Volksschichten in nachlangobardischer Zeit verschaffen.

Gezeigt wird auch, wie sich die Mächtigen klerikale Ämter zu verschaffen wussten. Hier war Platz für Grafensöhne und Freigelassene, aber auch für Nachkommen von Handwerkern und Händlern. So hielt das Volk über die Geistlichkeit zusammen. Neben ihr fertigten die Notare Urkunden aus. Interessante Belege zeigen die Tätigkeit der *Scabini*, der Gewährsmänner für Gewohnheitsrecht. Das Amt wurde von den Franken eingeführt. Der Königsbote berief dazu, nachdem er das Volk befragt hatte.

Die Mittelbeschaffung in Form des Scheinverkaufes ist eine Geldwirtschaft schon in langobardischer Zeit. Der Geldgeber erhielt als Zins die Erträgnisse des von ihm «verkauften» Gutes. Kann er es bei Verfall der Schuld nicht auslösen, geht es an den Gläubiger. Mühsam zusammengetragene Zahlen zeigen die Grösse der Höfe, die überragende Rolle von Hirse und Roggen innerhalb des Getreides, und der Schafe gegenüber den Schweinen und gar dem Grossvieh.

Zürich

Hans Herold

HORST FUHRMANN, *Deutsche Geschichte im hohen Mittelalter, von der Mitte des 11. bis zum Ende des 12. Jahrhunderts*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1978. 245 S. (Reihe Deutsche Geschichte, Bd. 2).

Dass die Absicht, Geschichte leicht fasslich und anschaulich zu schreiben, wie sie der im Erscheinen begriffenen zehnbändigen Taschenbuchreihe «Deutsche Geschichte» zugrunde liegt, nicht notwendigerweise einen Verlust an Exaktheit in der Darstellung zur Folge hat, beweist das vorliegende Bändchen über das Hochmittelalter. Schon im breit angelegten einführenden Teil zeigt sich die Fähigkeit des Verfassers, neben der politischen Geschichte auch die tiefgreifenden wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kirchlich-religiösen Wandlungen der Zeit zwischen der Mitte des 11. und dem Beginn des 13. Jahrhunderts zu berücksichtigen, sie kompetent, in Kenntnis neuester Forschungsansätze und -ergebnisse, und dennoch knapp darzustellen. Die vier Hauptabschnitte des spannend geschriebenen Büchleins (Das deutsche Reich um die Mitte des 11. Jahrhunderts – Das deutsche Königtum und der Investiturstreit – Zwischen salischem Reichskirchensystem und staufischem Kaisertum – Friedrich I. Barbarossa und seine Zeit) durchbrechen immer wieder wohlthuend den Rahmen reiner Ereignisgeschichte wie auch das allein auf das Reich ausgerichtete Gesichtsfeld. Eine klug ausgewählte Bibliographie und ein Register erhöhen den Wert des vorzüglichen Bändchens, das vor allem für Studenten und Lehrer geschrieben worden ist.

Freiburg i. Ue.

Ernst Tresp

CLAUDIA ULBRICH, *Leibherrschaft am Oberrhein im Spätmittelalter*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1979. 327 S. (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, Bd. 58).

Der Titel dieser interessanten Arbeit, einer unter der Leitung von Prof. P. Blickle an der Universität des Saarlandes entstandenen Dissertation, ist insofern irreführend, als man darunter doch wohl nicht gewichtige Kapitel über die Leibeigenschaftspolitik, eigentliche Bevölkerungspolitik der Städte Basel und Solothurn vermuten würde. Diese vertreten den Typus des grossflächigen städtischen Territoriums. Der Typus der kleinräumigen, geschlossenen geistlichen Herrschaft wird anhand des Benediktinerklosters St. Blasien und der Deutschordenskommande Beuggen dargestellt, und der Typus der Adelherrschaft anhand der badischen Markgrafschaften und der Adelherrschaften im Fürstbistum Basel. Dabei geht es zunächst um die Entstehung der südwestdeutschen Leibeigenschaft und ihre Intensivierung während der Agrarkrise des 14. Jahrhunderts, wobei die einzelnen Komponenten der Leibeigenschaft – Beschränkung der Ehefreiheit und der Freizügigkeit sowie Todfallabgaben, herrschaftliche und wirtschaftliche Komponenten – je nach den Bedürfnissen der einzelnen Territorien verschieden stark intensiviert wurden. So handhabten die Städte Basel und Solothurn ihr Nachjagerecht (zur Beschränkung der Freizügigkeit) zumindest bis zur Schliessung der Territorien relativ schwach, war doch insbesondere das Territorium von Solothurn nicht ausreichend, um seine Leute zu ernähren, und hatten die solothurnischen Leibeigenen ausserdem die Funktion von Ausburgern. Bei der Aufhebung der Leibeigenschaft im Zusammenhang mit den Bauernunruhen 1513/14 und 1525 tauschten Basel und Solothurn bzw. Solothurn und Bern ihre Leibeigenen aus, wobei es insbesondere Solothurn, das aus den oben genannten Gründen viele auswärtige Leibeigenen besass, gelang, dagegen Herrschaften einzutauschen. Dabei hätte sich wohl ein Seitenblick auf Bern gelohnt, das schon seit dem Beginn des 15. Jahrhunderts, also lange vor den Bauernunruhen, systematisch eine Politik betrieb, die es den Leibeigenen der in bernischem Territorium befindlichen weltlichen und geistlichen Herrschaften erlaubte, sich von diesen loszukaufen (vgl. P. Bieler, Die Befreiung der Leibeigenen im Staat Bern [deutschen Teils] im 15. und 16. Jahrhundert, in: Archiv des hist. Vereins des Kts. Bern 40 [1949], 1–49). Als Instrument des Territorialisierungsprozesses wich die Leibeigenschaft nach Abschluss dieses Prozesses zumindest in den städtischen Territorien einer allgemeinen «Untertänigkeit». Diese wenigen Hinweise vermögen nur einen schwachen Eindruck von der Komplexität der untersuchten Verhältnisse zu vermitteln.

*Freiburg i. Ue.*

*Kathrin Tremp*

WOLFGANG HERBORN und KLAUS MILITZER, *Der Kölner Weinhandel. Seine sozialen und politischen Auswirkungen im ausgehenden 14. Jahrhundert*. Sigmaringen, Thorbecke, 1980. 76 S. (Vorträge und Forschungen, Sonderband 25).

In ihrer kleinen Schrift untersuchen die beiden Autoren die Träger des Kölner Weinhandels aufgrund einer Akzisenliste, welche für die Zeit von Herbst 1390 bis Januar 1392 647 Personen enthält, die insgesamt rund 279 000 hl Wein einfuhrten, der zu 90% von Rhein und Mosel und zu 10% vom Elsass stammte und etwa 845 Schiffsladungen entspricht. Rund ein Fünftel der Kölner Bevölkerung dürfte – direkt oder indirekt – an diesem Handel verdient haben. Die Sozialstruktur der 647 Käufer (die im Anhang aufgelistet werden) zeigt interessante Aspekte: Während Patrizier wegen ihrer beschränkten Abkömmlichkeit von politischen Ämtern (enger Rat) fast nur im Zwischenhandel tätig waren, übten vor allem Neubürger, die oft im weiten Rat einsassen, den Fernhandel aus. Grosskaufleute erstanden 81%, Wirte

und kleinere Händler 16% und für den Eigenbedarf Einkaufende 3% des Weines; bei den letzten beiden Gruppen waren Frauen mit 19% vertreten. Viele Handwerker betätigten sich nebenamtlich im Weingeschäft, dessen Umfang im 15. Jahrhundert wegen eines zunehmenden Bierkonsums zurückging. – Die überaus sorgfältig ausgearbeitete Fallstudie ist vor allem auch wegen der über den lokalen Rahmen hinausführenden, allgemeinen Ergebnisse lesenswert.

*Corseaux*

*Martin R. Schärer*

FRANZ IRSIGLER, *Die wirtschaftliche Stellung der Stadt Köln im 14. und 15. Jahrhundert. Strukturanalyse einer spätmittelalterlichen Exportgewerbe- und Fernhandelsstadt*. Wiesbaden, Steiner, 1979. 413 S. (Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, Beiheft Nr. 65).

Nachdem der Verfasser schon eine ganze Reihe einschlägiger Werke zum selben Themenkreis verfasst hatte, bietet er in dieser Habilitationsschrift den Beweis, dass Köln im Spätmittelalter die bedeutendste Handelsstadt in deutschen Landen war. Einzelne Kapitel gelten dem Textil-, dem Metall- und dem Ledergewerbe mit den verschiedenen Verarbeitungs- und Handelsstufen. Es folgen Weinhandel, Bierbrauerei und Drogenwarenhandel. Sehr eingehend wird aufgrund vieler beigezogener Quellen gezeigt, wer in Stadt und Land tätig war, wie die Stadt zu ihren Akzisen kam, wie damit die einzelnen Waren und Rechtsgeschäfte belastet wurden, was die Stadt mit dem Geld machte, wie sie durch Differenzierungen Politik betrieb, usw.

Gezeigt wird, was und wo verdient und verloren wurde, wie Bedarf und Nachfrage sich veränderten, wie das Verlagssystem sich behaupten musste, wie städtisches Handwerk sich der Konkurrenz vom Lande oder von andern Städten zu erwehren suchte und wo gemeinsam geschafft wurde, lauter Seiten, die zum Vergleich mit anderweitigen Wirtschafts-, aber auch Rechts- und Sozialgeschichten geradezu anspornen. So ist das Werk eine reiche Fundgrube, zu der gute Register den Zugang ausserdem erleichtern.

Wenn auch über Beziehungen zur Schweiz ausser dem Gewürzhandel mit der Diesbach-Watt-Gesellschaft und Tuchhändlern, die sich auf der Frankfurter Messe trafen, nichts steht, so findet doch jeder Leser, der sich mit Struktur und Wandel befassen will, in diesem Werk sehr viel. So lockt es, eine Parallele zwischen Bedeutung und Niedergang der Wolltuchfabrikation in Köln und Freiburg i. Ü. zu ziehen, die kürzlich im Jubiläumswerk eingehend gewürdigt worden ist.

*Zürich*

*Hans Herold*

DIETER DEMANDT und HANS-CHRISTOPH RUBLACK, *Stadt und Kirche in Kitzingen. Darstellung und Quellen zu Spätmittelalter und Reformation*. Stuttgart, Klett-Cotta, 1978. 338 S. (Spätmittelalter und Frühe Neuzeit, Tübinger Beiträge zur Geschichtsforschung, Bd. 10).

Die Stadt Kitzingen liegt, was aus dem vorliegenden Buch nicht hervorgeht, am Main oberhalb von Würzburg. Eine kleine Karte wäre auch insofern nicht überflüssig gewesen, als sich doch wohl nicht nur der Schweizer Leser nicht sogleich geographisch vorstellen kann, was es bedeutet, wenn die Stadt um die Mitte des 15. Jahrhunderts vom Hochstift Würzburg an die Markgrafschaft Brandenburg-Ansbach kam. Dieser Wechsel ist aber für den Verlauf der Reformation in Kitzingen entscheidend. Innerhalb des Projekts «Stadt in Spätmittelalter und Reformation in Süddeutschland» des Tübinger Sonderforschungsbereichs 8 vertritt Kitzingen den Fall der landsässigen Stadt mittlerer Grösse.

Zu Beginn des 16. Jahrhunderts entspann sich zwischen dem Rat und dem Pfarrer von Kitzingen, Johann von Wirsberg, Domdechant von Eichstätt, der selbstver-

ständig nicht in der kleinen Stadt residierte, ein langwieriger Streit wegen seiner Absenz, der zunächst ordnungsgemäss vor den Bischof von Würzburg und, als dies nichts fruchtete, vor die weltliche Obrigkeit, den Markgrafen von Brandenburg-Ansbach getragen wurde, allerdings auch dies ohne Erfolg. Ab 1522 wurden diese Klagen insofern dringlicher, als man in Kitzingen nun auch die Verkündigung des Gottesworts begehrte. In der Folge nahm der Rat dem Pfarrer das Patronatsrecht über die Alte Frühmesse weg und verwendete deren Einkünfte zur Stiftung einer Prädikatur. Der weitere Verlauf der Reformation in Kitzingen wurde dann freilich vom Landesherrn, in diesem Fall Markgraf Kasimir von Brandenburg-Ansbach, bestimmt bzw. gebremst, so dass die lateinische Messe vorläufig nicht abgeschafft werden konnte. Bei alledem spielte die Gemeinde, die in Kitzingen nicht über viel Mitbestimmungsrecht verfügte, eine denkbar kleine Rolle; im Rahmen des Bauernkriegs fand zwar auch in Kitzingen ein Aufstand statt, der sich aber nicht am Evangelium orientierte. Bei der Kitzinger Reformation handelt es sich indessen auch nicht um den Typ einer «Ratsreformation»; es waren vielmehr die reformatorisch gesinnten Geistlichen, vor allem der Pfarrverweser Martin Meglin und der Prädikant Christof Hofman, welche die Reformation trugen und dann auch gegen die landesherrlichen Restaurationsbestrebungen zu verteidigen suchten.

Den Aufsätzen von D. Demandt zu «Stadtverfassung und Kirchenwesen im spätmittelalterlichen Kitzingen» und von H.-C. Rublack über «Die Reformation in Kitzingen» folgen im II. Teil des vorliegenden Buches die entsprechenden Quellen nach dem Vorbild der Aktensammlungen zur Geschichte der Reformation, wie sie für Basel (Dürr), Zürich (Egli), Bern (Steck und Tobler) und Nürnberg (Pfeiffer) bereits existieren. Bei allem Lob für diesen Teil – insbesondere dem Druck der interessanten Beringer-Chronik – muss doch festgestellt werden, dass die Lesbarkeit der Texte durch den Entscheid der Herausgeber für einen «faksimile-ähnlichen» Abdruck, insbesondere durch die Beibehaltung der willkürlichen Gross- und Kleinschreibung der Vorlagen und der zu sparsamen Interpunktion, beeinträchtigt wird.

*Freiburg*

*Kathrin Tremp*

HANS-JÜRGEN GOERTZ, *Die Täufer. Geschichte und Deutung*. München, Beck, 1981. 237 S. Abb.

Das Täufertum steht heute nicht mehr im Abseits der reformationsgeschichtlichen Forschung. Nach grossen Quelleneditionen, vielen Einzeluntersuchungen und Diskussionsbeiträgen war es deshalb an der Zeit zu einer forschungsanalytisch ausgerichteten Synthese. Dieser Aufgabe kommt der Hamburger Historiker und Theologe (der bereits den wichtigen Sammelband «Umstrittenes Täufertum» edierte) aufs glücklichste nach. Sein Buch, das die Mitte des 16. Jahrhunderts nur in gelegentlichen Hinweisen überschreitet, beginnt mit einer «Die Alternativen der Täufer» betitelten geschichtlichen Einleitung, gruppiert sich dann um die zentralen Fragen des Antiklerikalismus (dieses mit den Reformatoren gemeinsamen Ausgangspunktes), des Schriftprinzips (unterschiedliche Gewichtung von Altem und Neuem Testament) und der Taufe, die als öffentliches Bekenntnis im Mittelpunkt steht, aber wegen spiritualistischen Einwirkungen bei einzelnen Gruppen (Differenzierung zwischen innerer und äusserer Taufe) zu Gegensätzen führt. Ähnlich uneinheitlich ist die Einstellung zum Problem der staatlichen Obrigkeit, wobei sich Pendelausschläge zwischen dem Ideal der reinen Freikirche (also eines freiwilligen Zusammenschlusses der Gläubigen) abseits des Staates und der bedingten Anerkennung der Obrigkeit (Hubmaier) bzw. dem totalen Machtanspruch münsteranischer Prägung ergeben. Ein weiteres Kapitel gilt der Repression, die in habsburgischen Territorien konsequenter und blutiger durchgeführt wurde als in den protestantischen.

Abschliessend setzt sich der Verfasser mit den wichtigsten Forschungsrichtungen auseinander. Interessant, aber ungeklärt, bleibt die Frage nach etwaigen spätmittelalterlichen Ursprüngen des Täufertums.

Zürich

Peter Stadler

ERNST HINRICHS, *Einführung in die Geschichte der Frühen Neuzeit*. München, Beck, 1980. 237 S. (Beck'sche Elementarbücher).

Der Oldenburger Historiker unternimmt in der vorliegenden Einführung den begrüssenswerten Versuch, sich – unter Verzicht auf die traditionelle Überblicksdarstellung – einigen herausragenden Fragestellungen und Problemen der Geschichte der Frühen Neuzeit im europäischen Rahmen zuzuwenden. Aus der die Grundzüge der Arbeit bestimmenden Orientierung an der jüngeren angelsächsischen und französischen Forschung ergibt sich zum einen die Konzentration auf den west- und zentraleuropäischen Raum, sowie auf sozial- und wirtschaftsgeschichtliche Fragestellungen, zum anderen die strukturgeschichtliche Zweiteilung des Buches in einen kürzeren Abschnitt zur Statik der vorindustriellen Zeit und in einen längeren zweiten Teil zum Wandel im frühneuzeitlichen Europa. Der Schwerpunkt des ersten Teils liegt in sozialgeschichtlichen Ausführungen, die den Verfasser von Betrachtungen über die Bevölkerungs- und Familiengeschichte zur Frage der vorindustriellen Gesellschaftsstruktur hinführen. Sind diese sozialgeschichtlichen Ausführungen instruktiv, so fällt der hier eingeschobene Abschnitt zur vorindustriellen Wirtschaft eher etwas ab.

Im zweiten Teil seiner Einführung beschäftigt sich Hinrichs nacheinander mit einzelnen wichtigen Gesichtspunkten des Wandels im «Glauben, Denken und Wissen», der «Wirtschaft und Gesellschaft», sowie mit der «Entfaltung politisch-administrativer Systeme». Auf die Rezension des Inhalts dieses reichhaltigen Fragen- und Problemerkatalogs muss hier zugunsten einiger allgemeinerer Bemerkungen verzichtet werden.

Die eher rigide strukturgeschichtliche Gliederung verhindert in gewisser Hinsicht die Vermittlung von Statik und Dynamik. Das fällt z. B. bei der Betrachtung der vorindustriellen Gesellschaft ins Gewicht, wo (abgesehen von Querverweisen in den Anmerkungen) die einführende Auseinandersetzung mit der Frage der vertikalen sozialen Gliederung (Stände- oder Klassengesellschaft?) nicht in der geforderten Weise mit den späteren Ausführungen über gesellschaftlichen Wandel in Verbindung gesetzt wird.

Kultur- und geistesgeschichtliche Aspekte kommen eindeutig zu kurz. Der Verzicht des Verfassers auf einen Abschnitt zur Mentalitätsgeschichte ist in dieser Hinsicht besonders bedauerlich, da er hier zumindest ansatzweise auf neuere Forschungsgebiete (popular culture, usw.) hätte hinweisen und damit, noch stärker als dies im Abschnitt über Alphabetisierung möglich war, das Bemühen der jüngeren sozialgeschichtlichen Forschung um den Alltag und die Kultur des «gemeinen Mannes» hätte betonen können.

Dem Umfang der gestellten Aufgabe entsprechend gelingt es dem Verfasser nicht immer, seine Ausführungen am neuesten Forschungsstand zu orientieren. So sind heute z. B. die familiengeschichtlichen bzw. sozial- und verfassungsgeschichtlichen Arbeiten von P. Laslett und F. L. Ford (2. Aufl. 1971 bzw. 1965) in wichtigen Punkten als überholt anzusehen.

Insgesamt gesehen handelt es sich jedoch um eine sehr anregende Einführung. Sie wird insbesondere dem Studenten wichtige Impulse vermitteln können.

London

Kaspar von Greyerz

KARSTEN KÜHNE, *Das Kriminalverfahren und der Strafvollzug in der Stadt Konstanz im 18. Jahrhundert*. Sigmaringen, Thorbecke, 1979. XXI, 176 S. (Konstanzer Geschichts- und Rechtsquellen, Bd. 24).

Ausgehend von einem kurzen Überblick über die Rechtsquellen, die der frühneuzeitlichen Konstanzer Rechtssprechung zugrundelagen, widmet Kühne den Hauptteil seiner auf der Untersuchung der einschlägigen Archivalien beruhenden Arbeit dem Konstanzer Kriminalverfahren im 18. Jahrhundert.

Das aus Laienrichtern bestehende Malefizgericht der Stadt fällte bis in die 80er Jahre des Jahrhunderts seine Urteile als unabhängige Strafinstanz aufgrund der *Constitutio Criminalis Carolina* von 1532 und gemeinrechtlicher sowie lokaler gewohnheitsrechtlicher Tradition. Grundlegende Änderungen dieses Zustandes ergaben sich nicht so sehr aus der Anwendung der im Grunde die gemeinrechtliche Tradition sanktionierenden *Constitutio Criminalis Theresiana* von 1769, sondern vielmehr aus der Reform der Konstanzer Stadtverfassung von 1586 und dem Inkrafttreten des gesamtösterreichischen Gesetzes über Verbrechen und deren Bestrafung (1787) und der Kriminalgerichtsordnung von 1788. Das nunmehr aus ausgebildeten Juristen bestehende städtische Gericht war hinfort in seiner Rechtssprechung an kodifiziertes Recht gebunden und unterstand als untere Instanz dem vorderösterreichischen Appellationsgericht.

Den dritten Teil seiner Arbeit widmet Kühne dem Strafvollzug, d. h., im wesentlichen der genauen und detaillierten Untersuchung der im Konstanz des 18. Jahrhunderts gebräuchlichen Strafen. Zwei Anhänge (Abdruck eines malefizgerichtlichen Urteiles aus dem Jahre 1769; Namensverzeichnis der erfassten Inquisiten) vervollständigen die Untersuchung.

Kühnes Darstellung richtet sich nahezu ausschliesslich und in eher positivistischer Weise auf die Erhebung lokal- bzw. rechtsgeschichtlich relevanter Fakten. Wir erfahren dabei nichts Näheres über die Männer und Frauen, die als Richter, Ankläger, Angeklagte und Verurteilte an der Ausgestaltung des Konstanzer Kriminalverfahrens und Strafvollzugs in aktiver oder passiver Weise beteiligt waren. Aufs Ganze gesehen ermangelt die zwar fleissige, aber wenig anregende Arbeit der (insbesondere in jüngeren angelsächsischen und französischen Arbeiten vorexerzierten) Anschaulichkeit, die sich aus der Berücksichtigung allgemeinerer rechts-, sozial- und geistesgeschichtlicher Bezüge hätte ergeben können. Die im Bezug auf das späte 18. Jahrhundert wichtige Frage, welche Aufnahme die von Aufklärern wie Cesare Beccaria u. a. geforderte Strafrechts- und insbesondere Strafvollzugsreform in Konstanz gefunden hat, wird eher am Rande und auch dann nur aufgrund institutionengeschichtlicher Hinweise beleuchtet.

*London*

*Kaspar von Greyerz*

*Lesegesellschaften und bürgerliche Emanzipation. Ein europäischer Vergleich*. Hg. von OTTO DANN. München, Beck, 1981. 279 S.

In diesem Sammelband, an dem mehrere Fachgelehrte aus West- und Osteuropa mitgearbeitet haben, wird der gesellschaftliche Aufstieg des Bürgertums am Beispiel der Lesegesellschaften untersucht. Die einzelnen Beiträge verdeutlichen, dass die Lesegesellschaften eine neue Form der Gruppenbildung innerhalb der noch ständisch geprägten Welt der alteuropäischen Gesellschaft darstellen, zumal sie die ständischen Grenzen sprengten. Aufgrund ihres besonderen emanzipatorischen Interesses war für die bürgerlichen Bildungsschichten das Verlangen nach Informationen aus allen Wissensbereichen ein wesentliches Grundbedürfnis, wobei nicht mehr die sozialen Gliederungen für die Zugehörigkeit zu einer Organisation entscheidend waren, sondern die private Motivation und das finanzielle Vermögen. Darin lassen sich



bereits – wie die verschiedenen Studien zeigen – neue Grundstrukturen des modernen Vereinswesens erkennen: «der Verein als Zusammenschluss von gleichgesinnten Individuen, die unabhängig von ihrer sozialen Herkunft gemeinsame Interessen verfolgen und sich dafür nach demokratischen Prinzipien organisieren» (S. 14). – Der vorliegende Band leistet einen wichtigen Beitrag zur Geschichte der Lesegesellschaften, da er neben der Dokumentation des bisher erreichten Wissensstandes vor allem auf einen neuen Gesichtspunkt aufmerksam macht, der in künftigen Forschungen stärker berücksichtigt werden muss: die Frage nach den gesellschaftlichen Hintergründen dieser Gruppenbildung im 18. Jahrhundert.

*Innsbruck*

*Helmut Reinalter*

*Katalog der Leichenpredigten und sonstigen Trauerschriften in der Universitätsbibliothek Marburg.* Katalogteil und Registerteil. Hg. von R. LENZ. Marburg, Schwarz, 1980. 559 und 400 S. (Marburger Personalschriften-Forschungen, Bd. 2,1 und 2,2).

Die 2108 mittels elektronischer Datenverarbeitung behandelten Titelaufnahmen, in der alphabetischen Folge der Verstorbenen angeordnet und durch einen vielfältigen Registerteil erschlossen, sind eine Fundgrube personengeschichtlicher Daten. Das Material entstammt überwiegend dem 17. und dem 18. Jahrhundert; besonders häufig vorkommende Druckorte sind Basel, Braunschweig, Frankfurt am Main, Giessen, Hannover, Jena, Marburg und Rinteln. Die Titelaufnahmen halten sich strikte an den Buchstaben ihrer Vorlagen, was sich in den Registern nicht immer erfreulich auswirkt. Da gibt es beispielsweise neben dem gewohnten «Marburg» auch «Marpurg», «Marpurg in Hessen» und «Marpurgk», ohne dass solche varianten Formen durch Verweisungen verknüpft wären; und gar ein «Zürich in der Schweiz» beschert uns der Computer. Indessen trösten Reichtum und Akribie des Werks über solche zweifellos vermeidbare kleine Schönheitsfehler hinweg. Der neue Marburger Katalog hält den Vergleich mit dem berühmten Katalog der Fürstlich Stolberg-Stolbergischen Leichenpredigtensammlung ohne weiteres aus.

*Zürich*

*Jean-Pierre Bodmer*

B. P. HUGHES, *Feuerwaffen – Einsatz und Wirkung. 1630–1850.* Aus dem Englischen übersetzt von H. P. KERNEN. Thun, Ott, 1980. 170 S. 50 Abb., Diagramme, Schlachtenpläne.

Es wird das Zeitalter der Waffen mit glattem Rohr behandelt. Die Geschütze der Artillerie erfuhren in dieser Epoche einige Verbesserungen bezüglich Lafette und Richtverfahren. Die Feuersteingewehre der Musketiere dagegen blieben während dieses ganzen Zeitabschnittes praktisch gleich und damit auch ihre Reichweite und Wirkung. Der Verfasser gibt eingehende Waffenbeschreibungen und zeigt an zahlreichen Beispielen den Einsatz der britischen Truppen. Es werden Berechnungen über die Wirkung von Salvenfeuer angestellt. Ein Vergleich mit in der Eidgenössischen Militärbibliothek vorhandenen Reglementen aus Bern und Zürich um 1790 zeigt, dass auch hierzulande gleiche Drill- und Schiessvorschriften galten.

Unseres Wissens ist das Werk von Hughes das erste moderne Buch, das sich mit schiess-technischen Details in dieser Epoche befasst. Es ist deshalb bei kriegsgeschichtlichen Studien eine einzigartige Hilfe und kann schon wegen der klaren Darstellung empfohlen werden.

*Genestrerio*

*Robert Pestalozzi*

JOE HEMBUS, *Western Geschichte 1540–1894. Chronologie, Mythologie, Filmographie*. München, Heyne, 1981 (Erstausgabe München, Hanser, 1979). 690 S. Abb. (Heyne Sachbuch).

Ein «Ploetz» besonderer Art! Massgebend für die Auswahl der Daten und Fakten ist nicht das, was wir Historiker unter Geschichte verstehen, sondern die Filme, die über Ereignisse und Mythen der Geschichte des amerikanischen Westens gedreht wurden. Es ist der erste Band einer zweibändigen Ergänzung zum «Western-Lexikon» des gleichen Autors, eines Filmologen. Das Buch soll in erster Linie dem Filmliebhaber helfen, das Thema eines Films in das Ganze der Geschichte des amerikanischen Westens einzuordnen. Auf der andern Seite zeigt es dem Historiker, in welchen Filmen Ereignisse und Mythen dieser Geschichte gestaltet wurden – und das kann zum Beispiel im Geschichtsunterricht eine Hilfe zur Aktualisierung sein.

Zürich

Felix Lehner

DORA MARUCCO, *Mutualismo e sistema politico. Il caso italiano (1862–1904)*. Milano, Franco Angeli, 1981. 227 p.

Si les sociétés de secours mutuels ont été l'une des premières formes d'organisation de la classe ouvrière, si elles ont parfois constitué l'embryon des premiers syndicats, elles ont également servi à la bourgeoisie libérale et à l'Etat de moyen pour assurer leur emprise sur les masses populaires. L'attitude favorable de nombreux libéraux, les efforts des fonctionnaires pour contrôler et discipliner ces organisations n'étaient pas désintéressés. Malheureusement cette forme d'association n'est pas encore bien connue dans les différents pays où elle s'est manifestée. Les historiens du mouvement ouvrier ne s'y sont intéressés que dans la mesure où elle entrait en relation avec celui-ci; les travaux sur la politique sociale des Etats n'y ont guère prêté plus d'attention. D'où l'intérêt de cette étude qui, bien qu'axée sur le cas italien, examine, en un premier chapitre, l'attitude des organisations statistiques internationales et la législation des principaux pays européens. Le cadre général ainsi posé, l'auteur examine successivement l'attitude de l'administration, celle du gouvernement et du parlement, l'élaboration et l'application des diverses lois, la statistique des sociétés. Tout cela est souvent très révélateur de la mentalité des différents groupes politiques, de leur état d'esprit à l'égard de la «question sociale». Bien sûr, comme le souligne l'auteur, le point de vue de sa recherche, produit secondaire d'un autre travail, est purement institutionnel. Ses résultats seront utiles à tous ceux qui se lanceront dans des études plus ponctuelles et qui chercheront, à partir du bas cette fois, à voir comment se sont créées et se sont développées ces associations populaires aux caractères si divers.

Genève

Marc Vuilleumier

CHRISTOPH WEBER, *Der «Fall Spahn» (1901). Ein Beitrag zur Wissenschafts- und Kulturdiskussion im ausgehenden 19. Jahrhundert*. Rom, Herder, 1980. 257 S.

Im September 1901 berief der preussische Ministerialdirektor Althoff den Historiker Martin Spahn auf den Lehrstuhl für mittelalterliche und neuere Geschichte an die Universität Strassburg. Diese Berufung geschah gegen den Willen der Fakultät und hatte eine Auseinandersetzung zur Folge, die bis in den Februar 1902 andauerte und nicht nur die akademischen Kreise Deutschlands und Österreichs erregte. Spahn war Katholik, jedoch der monarchisch-konstitutionellen Staatsform und nicht der Staatsphilosophie des Zentrums zugetan. Althoff handelte im Einverständnis Wilhelms II. und «im Interesse der Parität», da damals die überwiegende

Mehrzahl der Professoren an der Universität Strassburg protestantischer Herkunft waren. Der Sturm, der nach diesem ministeriellen Akt losbrach, erklärt sich aus der gespannten konfessionellen Atmosphäre jener Epoche. Er erfasste beide Lager und komplizierte sich dadurch, dass unter den Katholiken das Geschichtsbild Spahns und selbst dessen Berufung nach Strassburg nicht unangefochten waren.

Die Episode verdient heute noch unser Interesse, weil es in der Diskussion um weit mehr und Grundsätzlicheres ging als um eine universitäre Angelegenheit. Ihr zugrunde lag der Gegensatz zwischen dem liberalen Kulturprotestantismus und dem Traditionalismus der katholischen Kirche, aber auch das problematische Verhältnis der deutschen Katholiken zum Bismarck-Reich. Eingeleitet durch Theodor Mommsen, entbrannte zudem der Streit um die Voraussetzungslosigkeit der Forschung und um die Freiheit der Wissenschaft im obrigkeitlich-bürokratischen Staat.

Es ist ein besonderes Verdienst von Christoph Weber, dass er dieser vielschichtigen Auseinandersetzung eine gründliche und zugleich differenzierte Untersuchung gewidmet hat. Als Quellenmaterial benützte er Briefe, Nachlässe, Memoiren aller an der Konfliktsituation unmittelbar Beteiligten und Interessierten, auch Stellungnahmen in der Tagespresse und in Zeitschriften. Das ermöglicht ihm, das Geflecht persönlicher Beziehungen und Gegnerschaften innerhalb des von namhaften Vertretern der Wissenschaft, Politik und Kirche geführten Meinungsstreites aufzulösen. Ohne chronologisch vorzugehen, behandelt er in Einzelstudien Teilaspekte der Auseinandersetzung, was sich als zweckmässig erweist, weil der «Fall Spahn» von einer Reihe anderer «Fälle» begleitet und überlagert war. Dank dieser Methode werden bisher unbekannte Hintergründe und Zusammenhänge sichtbar, die auch neues Licht auf die beteiligten Personen werfen. Das Buch stellt einen interessanten Beitrag zur deutschen Universitätsgeschichte aus katholischer Sicht dar. In seinem Anhang sind acht öffentliche Verlautbarungen abgedruckt, deren Auswahl den Standort des Verfassers bestätigt.

Zürich

Otto Woodtli

*Arbeiter im Industrialisierungsprozess. Herkunft, Lage und Verhalten.* Hg. von WERNER CONZE und ULRICH ENGELHARDT. Stuttgart, Klett-Cotta, 1979. 513 S. (Industrielle Welt, Schriftenreihe des Arbeitskreises für moderne Sozialgeschichte, Bd. 28).

Ce volume réunit les rapports présentés, à la fin de 1978, à un colloque consacré à la situation sociale et au comportement des ouvriers allemands au XIXe siècle (jusqu'en 1914). L'espace nous manque pour parler de chacun de ces vingt textes, regroupés en quatre sections: provenance régionale et sociale; niveau de vie; situation au poste de travail; comportement social, précédées chacune d'une introduction plus générale. Disons simplement qu'ils donnent une bonne image des tendances actuelles de l'histoire en République fédérale et qu'ils permettent de s'orienter dans la floraison de livres parus en ce domaine durant ces dix dernières années. Signalons toutefois: l'introduction historiographique de W. Conze; les remarques de R. Braun sur les problèmes posés par l'étude du niveau de vie; l'article de R. Vetterli sur la relation entre organisation du travail à l'intérieur de l'usine et attitude à l'égard de l'organisation, fondé sur son étude de la fonderie Georg Fischer, à Schaffhouse; deux contributions relatives au logement (A. Kraus et C. Wischermann); d'autres sur la syndicalisation, le développement des grèves avant 1914, la formation ouvrière en Allemagne et en Autriche ...

Genève

Marc Vuilleumier

IVAN MULLER, *De la guerre. Le discours de la deuxième Internationale 1889-1914*. Préface de MADELEINE REBÉRIOUX. Postface de JEAN-CLAUDE FAVEZ. Genève, Librairie Droz, 1980. 12 + 306 p. (Études et documents publiés par le Département d'histoire générale de la Faculté des lettres de l'Université de Genève, 12).

Analyser le «discours», montrer les contraintes que celui-ci impose à ses «émetteurs», les mécanismes par lesquels il réussit à rendre ses affirmations vraisemblables et donc acceptables pour ses «récepteurs», tel est le sujet de cette thèse. Comment la standardisation du «discours» internationaliste, sa ritualisation et sa constitution en véritable idéologie (au sens marxien du terme) finissent par le priver de toute efficacité, c'est ce que montre l'auteur, contribuant ainsi d'une façon originale à l'analyse souvent conduite de l'échec de la deuxième Internationale. Postulant, pour les besoins de sa démonstration, une relative autonomie du «discours», il a quelque peu tendance à placer celui-ci à la base de l'édifice, renversant ainsi les rapports réels. Mais cela ne nuit pas à l'ensemble de la thèse.

Sans vouloir nier l'importance et l'intérêt d'une analyse globale du «discours» avec tout ce qu'elle peut avoir de révélateur, force est bien de reconnaître que le travail d'Ivan Muller ne nous apprend strictement rien que nous ne connaissions déjà. Comme le relève M. Rebérioux dans sa préface: «La conclusion, à vrai dire, est moins neuve que les méthodes par lesquelles l'auteur y parvient. Elle confirme plus qu'elle n'infirme ou même ne modifie.» D'où notre question: que donnerait cette méthode, en dehors d'un exercice d'école comme celui-ci, appliquée à un champ nouveau, encore peu défriché? L'analyse du discours est sans doute une méthode à laquelle l'historien peut recourir, comme à beaucoup d'autres; mais à s'y tenir exclusivement, il n'ira sans doute pas bien loin.

Genève

Marc Vuilleumier

LUDWIG QUIDDE, *Der deutsche Pazifismus während des Weltkrieges 1914-1918*. Aus dem Nachlass Ludwig Quidde, hg. von KARL HOLL, unter Mitwirkung von HELMUT DONAT. Boppard am Rhein, Boldt, 1979. 416 S. (Schriften des Bundesarchivs 23).

Es mag mit dem allgemeinen Wechsel in der Perspektive der Geschichtswissenschaft zusammenhängen, dass heute wieder Personen und Organisationen Beachtung geschenkt wird, die in ihrer Zeit als unbequeme Opposition beiseite geschoben worden sind. So hat die Friedensbewegung, die mit ihren internationalen und nationalen Organisationen weit ins 19. Jahrhundert zurückreicht, erst in den letzten Jahren wieder die Aufmerksamkeit gefunden, die sie verdient. Besonders die deutsche Forschung hat sich ihrer, im Zuge der Neuinterpretation der Geschichte des Kaiserreiches und der Zwischenkriegszeit, wieder erinnert, wobei freilich eine adäquate Darstellung des deutschen Pazifismus noch aussteht. Bis jetzt haben erst einzelne Persönlichkeiten eine Ehrenrettung erfahren, allen voran Ludwig Quidde, dessen Bedeutung als Historiker und Kritiker der kaiserlichen Politik R. Rürup in der von H.-U. Wehler herausgegebenen Reihe «Deutsche Historiker» gewürdigt hat.

Ludwig Quidde hatte als Vorsitzender der Deutschen Friedensgesellschaft während des Ersten Weltkrieges und der Weimarer Zeit eine Schlüsselstellung innerhalb der internationalen Friedensbewegung inne, die ihm Einblick in die organisatorischen und personellen Verhältnisse gestattete. 1927 erhielt er den Friedensnobelpreis, und es war das Osloer Nobelkomitee, das es ihm ermöglichte, nach 1933 im Genfer Exil die Geschichte des deutschen Pazifismus während des Ersten Weltkrieges zu schreiben. Dem damals bereits Hochbetagten ist es vor seinem 1941 erfolgten Tod gelungen, aufgrund von Handakten und persönlichen Erinnerungen eine Chronik nicht nur der deutschen, sondern auch der internationalen Friedensbewegung si-

cherzustellen, die zwar nicht frei von autobiographischen Zügen und einer gewissen Selbstrechtfertigung bleibt, als Quelle für die Geschichte des Pazifismus aber von ausserordentlichem Wert ist.

Quiddes Werk konnte zu seinen Lebzeiten nicht erscheinen und kam mit dem Nachlass auf Umwegen ins Bundesarchiv Koblenz. Das Manuskript ist nun von Karl Holl, dem zurzeit wohl besten Kenner der Materie, mustergültig ediert und mit einer instruktiven Einleitung versehen worden. Besonders der umfangreiche Anmerkungsteil, der zu Personen und politischen Zusammenhängen sonst überhaupt nicht greifbare Information liefert, stellt ein zuverlässiges Hilfsmittel dar. Das ist um so dankenswerter, als die Darstellung Quiddes, der in seiner Haltung und politischen Ausrichtung innerhalb der Friedensbewegung ja nicht unbestritten war, zu weiterer Forschung herausfordert. Die Beziehungen, die über die Grenzen weg nach Westeuropa und vor allem auch in die Schweiz liefen, sind vielfältig und sollten eigentlich dazu anregen, die Geschichte des Pazifismus in unserem Land gründlicher, als das bis jetzt geschehen ist, aufzuarbeiten.

*Bremgarten bei Bern*

*Beatrix Mesmer*

MARIAN MAREK DROZDOWSKI, *Ignacy Jan Paderewski. Zarys biografii politycznej / Ignacy Jan Paderewski. Der Abriss der politischen Biographie*. Warszawa, Interpress, 1979. 286 S.

Die in drei Teile gegliederte Untersuchung stützt sich vor allem auf die polnische Forschung und ist auch an den Quellen überprüft und bestätigt worden. Das Buch von Marian Marek Drozdowski soll nicht nur den Ansprüchen der Spezialforscher gerecht werden, sondern einem weiteren Interessentenkreis die Gestalt Ignacy Jan Paderewskis (1860–1941) näher bringen.

Paderewski gehörte ohne Zweifel zu den faszinierendsten Gestalten der polnischen Musikkultur und der politischen Welt. Seit 1888 begann er nach Studien in Berlin und Wien seine erfolgreiche Virtuosenlaufbahn als Pianist und wirkte als einflussreicher Propagandist des polnischen Nationalgedankens vor allem in den Vereinigten Staaten. Während des 1. Weltkrieges setzte sich Paderewski erfolgreich für die Wiedererrichtung des polnischen Staates ein. Später war er kurze Zeit Polens erster Ministerpräsident, Aussenminister und Vertreter Polens beim Völkerbund in Genf.

Um ein gerechtes Urteil über Paderewski fällen zu können, muss man seine verhältnismässig enge Bindung an die Schweiz im Auge behalten. Seit 1915 wurde er nämlich Vizepräsident des polnischen Hilfskomitees in Vevey, und 1936 versuchte Paderewski von seinem Schweizer Wohnsitz Morges aus eine breitere Opposition gegen die sogenannte Sanacja-Regierung aufzubauen, die jedoch in der Praxis keine grosse Rolle spielte. Vom Standpunkt der Schweizer Geschichte aus betrachtet, sind auch die Seiten über die Hilfe Paderewskis für die internierten Soldaten der 2. Schützendivision interessant.

*Gdańsk/Danzig*

*Marek Andrzejewski*

MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES. COMMISSION DE PUBLICATION DES DOCUMENTS RELATIFS AUX ORIGINES DE LA GUERRE 1939–1945, *Documents diplomatiques français 1932–1939, 1re série (1932–1935)*, tome IX (16 janvier–23 mars 1935). Paris, Imprimerie nationale, 1980. 731 p.

Il ne peut être question de rendre compte ici des quelques 500 documents rassemblés dans ce IXe tome de la Première série des Documents diplomatiques français. On se contente donc de relever les principales affaires qui retiennent l'attention, en ce début de 1935, de la diplomatie du Quai d'Orsay. A dire vrai, le volume est tout

entier dominé par les relations franco-allemandes, puisqu'il s'ouvre au lendemain du plébiscite sarrois, amplement documenté dans le tome précédent, et qu'il s'achève sur le coup de force du 16 mars, par lequel Hitler rétablit unilatéralement le service militaire obligatoire dans le Reich. Ce nouveau coup porté au traité de Versailles ne trouvera d'ailleurs pas les Franco-Anglais plus déterminés, ni plus unis dans leur volonté de riposte que précédemment.

Deux autres dossiers s'enlisent également. La négociation sur les affaires danubiennes, notamment à propos de l'Autriche, entre les signataires des Accords de Rome. Et la création d'un pacte régional oriental.

Parmi toutes les raisons qui expliquent l'enlissement, comment ne pas souligner ici celles qui reviennent à la France, où le nouveau responsable des Affaires étrangères, Pierre Laval, est en train de modifier, sans le dire, l'orientation et la fermeté que Barthou avait su imprimer à la diplomatie française. Certes Laval a aussi un grand dessein: l'alliance italienne, dont il a jeté les bases lors des entretiens de Rome de janvier 1935. Mais la négociation permanente qui s'est alors instaurée entre Rome et Paris, et dont rend compte ce volume, s'approche des tempêtes. Depuis l'incident d'Oual-Oual, l'Italie et l'Ethiopie marchent à la guerre ...

Les rédacteurs de ce volume n'ont pas rencontré de gros obstacles dans le rassemblement du matériel, l'état des archives diplomatiques est pour cette période, selon eux, satisfaisant. On remarquera néanmoins que l'immense majorité des pièces est composée de télégrammes, de dépêches et de lettres échangées entre la Centrale et les postes extérieurs. Comme dans les autres volumes de la collection des Documents diplomatiques français, le chercheur dispose rarement, hormis pour les séances du Haut comité militaire, des procès-verbaux et de notes d'entretiens, à l'échelon ministériel ou même des hauts fonctionnaires, qui sont si utiles pour retrouver des processus de décision. Lacune non des volumes, mais des archives françaises, et des ministères probablement, qui est parfois bien regrettable.

*Petit-Lancy*

*Jean-Claude Favez*

HANS WEGMÜLLER, *Die Abwehr der Invasion. Die Konzeption des Oberbefehlshabers West 1940-1944*. Freiburg i. Br., Rombach, 1979. 315 S. (Einzelschriften zur militärischen Geschichte des Zweiten Weltkrieges, Bd. 22).

Beim vorliegenden Werk handelt es sich um eine unter der Leitung von Prof. W. Schaufelberger entstandene Zürcher Dissertation. Während der Ablauf der Invasion längst mannigfachen Eingang in die Literatur gefunden hat, stellt der Verfasser das bisher grösste Landungsunternehmen der Kriegsgeschichte aus der Sicht der Verteidiger dar. Er stützt sich bei seiner Arbeit zur Hauptsache auf bisher unveröffentlichtes Aktenmaterial deutscher Kommandostellen.

In den beiden ersten Teilen beschäftigt sich der Autor detailliert mit den Problemen, welche sich bei der Abwehrplanung ergaben. Dabei zeigt er nicht nur die erheblichen Reibungsflächen zwischen den drei Heeresteilen betreffend die Kommandoverhältnisse und Unterstellungen auf, sondern geht auch auf technische Einsatzprobleme verschiedener Waffen ein. Sehr ausführlich ist die Kontroverse um den Einsatz der operativen Reserven im Westen dargestellt: die Frage, ob die Reserven zentral und zurückgestaffelt stationiert oder in den einzelnen hauptgefährdeten Küstenabschnitten zur Verstärkung der Abwehrfront eingesetzt werden sollten, führte unter der deutschen Generalität zu teilweise heftigen Auseinandersetzungen, ohne dass sich letzten Endes eine Konzeption durchsetzen konnte. Wegmüller arbeitet die einzelnen operativen Überlegungen sehr deutlich heraus. Im weiteren weist er auf die Bestandes- und Ausbildungsprobleme der im Westen eingesetzten Truppen hin. (Neben neu aufgestellten Verbänden kamen insbesondere aus der Ostfront herausgelöste, teilweise schwer angeschlagene Einheiten zum Einsatz.)

Der dritte Teil beschäftigt sich mit dem Verlauf des Abwehrkampfes. Der Verfasser zeigt klar auf, dass das deutsche Westheer im Rahmen seiner Möglichkeiten abwehrbereit war. Das volkstümliche Bild der Generalität, welche die Invasion im eigentlichen Sinne verschlafen habe, wird widerlegt. Ebenso deutlich wird dargestellt, zu welch grotesken Fehlentscheidungen die deutsche Führung verleitet wurde, weil sie die alliierten Absichten nicht erkannte und zu lange an der Überzeugung festhielt, der Hauptstoss der Invasion werde erst noch erfolgen. Als die Deutschen ihres Irrtums gewahr wurden, waren die alliierten Brückenköpfe bereits zu stark.

Die sehr präzise Darstellung, welche detaillierte militärische Kenntnisse verrät, wird durch gute Skizzen und grafische Darstellungen in wertvoller Weise ergänzt.

*Bachenbülach*

*Christian Vetsch*

HERMANN SCHREIBER, *Unvergessener Deutscher Osten*. München, Heyne, 1980. 460 S. Abb. (Heyne Sachbuch, Nr. 7127).

Der Verfasser stellt die Ostgebiete als verlorene Heimat und als Bindeglied zwischen Deutschtum und Slawentum dar; er ist bestrebt, romantisierende und nationalistische Vorstellungen zu berichtigen. Die hochmittelalterliche Siedlungstätigkeit wird eher lückenhaft behandelt (keine Würdigung des Kolonistenrechts), eingehend dagegen die gesellschaftliche Entwicklung im Baltikum. Die Frage, ob – wie der Frontiergeist in den USA – der Siedlergeist den Volkscharakter und das Nationalbewusstsein der Deutschen geprägt hat, bleibt offen. Der Verlust der Ostgebiete und die brutale Vertreibung von Millionen Deutscher erscheinen als zwangsläufige Folge von Hitlers «Ostpolitik». Schreibers Stärke ist es, mit anekdotischen Einzelheiten Schlaglichter zu setzen; seine Schwäche sind Verallgemeinerungen (das Mittelalter als «tausendjähriger Stillstand des Menschengestes»).

*Kilchberg ZH*

*Paul Waldburger*

*Berlin. Zehn Kapitel seiner Geschichte*. Hg. von R. DIETRICH. Berlin, de Gruyter, 1981 (2. Aufl.). 329 S. Taf.

Der hübsche Band umfasst neun Kapitel einer 20 Jahre zurückliegenden Vortragsreihe der Historischen Gesellschaft zu Berlin, ergänzt durch einen Abschnitt über «Die Stadt der Viermächte auf der Trennlinie zwischen Ost und West».

*Zürich*

*Boris Schneider*

*Moderne Preussische Geschichte 1648–1947. Eine Anthologie*. Bearbeitet und hg. von OTTO BÜSCH und WOLFGANG NEUGEBAUER. Bände, 1, 2, 3. Berlin, de Gruyter, 1981. 1764 S. Abb. (Veröffentlichungen der Historischen Kommission zu Berlin, Bd. 52/1,2,3).

Sieben Teile in drei Bänden sollen uns die «Moderne Preussische Geschichte» vorstellen, wobei der Bogen geschlagen wird von Preussen als historiographisches Problem über Sozial- und Rechtswesen, Militärsystem, Wirtschaft, Wissenschaft, Religion bis zu Einzelfragen. 53 Verfasser sind an dieser Anthologie beteiligt, wobei die meisten Abhandlungen aus der Zeit nach 1945 stammen, einige aber auch schon vor der Jahrhundertwende erschienen sind. Das Sammelwerk ist ein vielseitiger Rückblick auf die Interpretation der Geschichte Preussens, zugleich Auftakt zu einem in ein bis zwei Jahren erscheinenden «Handbuch der preussischen Geschichte» mit der Darstellung neuzeitlicher Geschichtsauslegung.

*Zürich*

*Boris Schneider*

ALPHONSE MAX, *Die Antarktis. Eine geostrategische Studie*. Tübingen, Grabert, 1980. 110 S. (Beihefte zu Deutschland in Geschichte und Gegenwart, 9).

Im Unterschied zur Arktis kann auch heute noch von einer Besiedlung des Kontinents Antarktika keine Rede sein, abgesehen von den Forschungsbasen, die auch leicht in militärische Stützpunkte ausgebaut werden können. An der zukünftigen Nutzung der Erz- und Erdöllager sind dagegen viele Industrienationen interessiert. Der Verzicht auf die herkömmliche politische Gliederung nach dem Sektorenprinzip bedingte 1961 die Ausarbeitung eines Antarktisvertrags, den bis heute die meisten Nationen unterzeichnet haben, auch die USA und UdSSR.

Im wesentlichen versucht der Verfasser die strategische Bedeutung zu beurteilen, die mit der Zuspitzung der internationalen Lage immer aktueller wird. Nach seiner Meinung vermöchte in einem kommenden Weltkrieg die Kontrolle über das Südpolargebiet den Ausgang des Ringens zu entscheiden, weil von dort aus die Zugänge zu allen drei Ozeanen beherrscht werden.

*Winterthur*

*Pierre Brunner*

MICHAEL HOWARD, *Der Krieg in der europäischen Geschichte. Vom Ritterheer zur Atomstreitmacht*. Aus dem Englischen übersetzt von K. H. SIBER. München, Beck, 1981. 200 S. (Beck'sche Schwarze Reihe, Bd. 233).

Die Entwicklung des Kriegsgeschehens seit dem Zerfall des römischen Reiches lässt sich unter dem Gesichtspunkt des Waffeneinsatzes klassieren als Krieg der Ritter, Krieg der Söldner, – der Kaufleute, – der Profis, – der Revolutionäre, – der Nationen, – der Techniker und als vorläufig letztem: das nukleare Zeitalter. Diese Einteilung entspricht der sich entwickelnden Waffentechnik, dem sich steigernden Einsatz von berufsmässig Waffengeübten, dem dadurch unvermeidlich vermehrten Geldbedarf für Waffen und Waffenführende, dann der sich verbessernden Technik in Schutz- und Angriffswaffen. Es ist eine bestechende Kurzfassung, welche der Oxford-Geschichtspräsident in seinem Überblick der Kriegsgeschichte Europas zeichnet, logisch und schonungslos als Abwechslung zum meist nationalbegriffenen Geschichtsdenken.

*Bern*

*M. F. Schafroth*

JOSEF KASPER, *Belichtung und Wahrheit. Bildreportage von der Gartenlaube bis zum Stern*. Frankfurt am Main, Campus, 1979. 193 S., Abb.

La majeure partie de ce livre est consacrée, à travers un certain nombre de thèmes, à l'analyse de la presse illustrée dans la République fédérale; elle échappe donc au domaine de notre revue, bien que les procédés ne soient souvent que le prolongement de ce qui se faisait antérieurement. En revanche, le deuxième chapitre mérite d'être mentionné car on y trouvera un aperçu utile de l'histoire de la presse illustrée en Allemagne, en rapport avec le développement des techniques (photo et impression) et avec ce qui se passait dans les autres pays. La riche bibliographie sur laquelle s'appuie l'auteur nous montre que la recherche en ce domaine est bien plus avancée en Allemagne que dans les pays francophones.

*Genève*

*Marc Vuilleumier*



*125 Jahre Westermanns Monatshefte. «Unser Thema: die Kultur»: eine Zeitschrift und ihre Zeit, in sechs Stationen dargestellt* von UWE SCHMIDT. Braunschweig, Westermann, 1981. 192 S. Abb.

Alles andere als selbstverständlich ist es, dass sich eine anspruchsvolle Monatszeitschrift in den letzten Jahren sowohl entfalten wie auch bewähren konnte. Westermanns Monatshefte sind 125 Jahre alt geworden, und Uwe Schmidt beweist in der Festschrift, in den sechs ausgewählten 25-Jahr-Schritten zurück in die Vergangenheit blickend, dass die «Westermanns illustrierte deutsche Monatshefte für das gesamte geistige Leben der Gegenwart» diesen 1856 geschaffenen Titel zwar gekürzt, aber erfüllt haben. Ob der im Jubiläumsjahr erfolgte Umzug der Redaktion von Berlin nach München kulturell und politisch zu bewerten ist?

Zürich

Boris Schneider

FRIEDRICH BECK und MANFRED UNGER, ... *mit Brief und Siegel. Dokumente aus Archiven der Deutschen Demokratischen Republik*. Hg. von der Staatlichen Archivverwaltung der DDR. Aufnahmen von JOACHIM PETRI. Leipzig, Edition Leipzig, 1979. 272 S. 335 Abb.

In einem grossformatigen repräsentativen Bildband bringen Beck und Unger einen kleinen Ausschnitt aus einer Fülle von in der DDR vorhandenen Zeugnissen aus einem Jahrtausend deutscher Geschichte.

Der Bogen der abgebildeten Dokumente spannt sich vom Majestätssiegel von Kaiser Otto II. von 974 bis zu den Urkunden zur Gründung der Deutschen Demokratischen Republik im Jahre 1949.

Eine sorgfältige Kommentierung der ausgezeichnet wiedergegebenen Dokumente macht das Lesen und Betrachten des Bandes lohnenswert. Bedenkt man die fast unerschöpfliche Masse des in den beisteuernden Bibliotheken, Museen und Archiven der DDR vorhandenen Materials, so kann man die beiden Autoren zu ihrer schwierigen, aber vorzüglich gelungenen Auswahl nur beglückwünschen.

Zürich

Fritz Lendenmann

*Zeitschrift für Neuere Rechtsgeschichte*, Nr. 1-4, 1980. Hg. von WILHELM BRAUNEDER, BERNHARD DIESTELKAMP, PIO CARONI, CLAUDIETER SCHOTT, DIETMAR WILLOWEIT. Wien, Manz, 1980. 228 S.

Alle Achtung vor Verlag und Herausgebern, eine solche in bestem Sinn europäische Zeitschrift in die Welt zu setzen. Ihr zweiter Jahrgang, den wir vor uns haben, beginnt mit einer Studie Paolo Grossis, des Florentiner Rechtshistorikers, über den Begriff der Nutzniessung in der französischen und italienischen Zivilistik seit den Kodifikationen des letzten Jahrhunderts. In makellosem Deutsch geschrieben, wirkt er ebenso belehrend wie anregend auf uns, indem wir noch das Baurecht einzureihen suchten.

Neben solch hoher Schule der Jurisprudenz steht auch vorwiegend Geschichtliches, das Heinrich Strakosch, Salzburg, in seinem Aufsatz: «Die Tragik des Rechtsstaates in österreichischer Sicht» wie folgt anschliesst: «Eine Geschichtswissenschaft, die an der Jurisprudenz vorbeigeht, ist in Gefahr, einem relativierenden Historismus zu verfallen, und eine Jurisprudenz, die von der Geschichte absieht, droht in einen sterilen Rechtspositivismus abzusinken.» Solchen Mahnungen trägt denn auch Peter Landau Rechnung mit «Bemerkungen zur Methode der Rechtsgeschichte».

Beneiden kann man diese junge Zeitschrift um den Raum, den sie gehaltvollen *Besprechungen* bieten kann. Pio Caroni, Bern, nimmt die Gelegenheit wahr, sich mit gegensätzlichen Studien über Savigny auseinanderzusetzen, Peter Walliser kann die Dissertation Thomas Mettlers über Konrad Meyer und die sanktgallischen Strafgesetze gewichtig ergänzen, H. R. Hagemann zeigt ewige Streitfragen im Ehelichen Güterrecht, Beatrix Messmer Pauperismus und gesetzliche Ehebeschränkungen, um nur einige einladende Besprechungen zu nennen.

Länderberichte aus verschiedensten Windrichtungen, teils auf bestimmte Gebiete wie Arbeitsrecht beschränkt, nehmen geneigten Lesern viel Arbeit ab. Die ZNR hat sich vortrefflich eingeführt. Möge sie sich erhalten können.

Zürich

Hans Herold

*Das Profil des Juristen in der europäischen Tradition.* Symposium aus Anlass des 70. Geburtstages von FRANZ WIEACKER. Hg. von KLAUS LUIG und DETLEF LIEBS. Ebelsbach, Gremer, 1980. 447 S.

Ehemalige Schüler machten den 70. Geburtstag des Geehrten und Gelehrten zum Anlass eines rechtshistorischen Ferienseminars, so dass die einzelnen Beiträge sachlich nicht allzusehr auseinanderklaffen. Sie gelten vor allem dem Aufbau und der Wirksamkeit der Gerichte im alten Rom. Neben dem Gerichtsverfassungsrecht werden auch Lebensbilder einzelner hervorragender Richter geboten.

Eine Studie gilt den Prozessen des Müllers Arnold und dem Eingreifen Friedrichs des Grossen. Dass seit 1891 keine Monographie mehr darüber erschienen sei, stimmt allerdings nicht. Rudolf Stammeler hat 1927 den Tatbestand gewürdigt und in das Rechtsleben hineingestellt, methodisch Wieacker sehr ähnlich.

Eine bange Frage ist, wie das Werk im Sachkatalog der Bibliotheken aufgeführt werden soll: Sicher weder unter Profil, noch unter Tradition. Unter Juristen gehört es, wenn man «römische» hervorhebt. Betreuer der Sachkataloge müssen es ganz durchblättern oder sogar wissenschaftlich aufnehmen und gliedern, wenn es die Beachtung finden soll, die es verdient.

Zürich

Hans Herold

THEODOR BÜHLER, *Rechtsquellentypen.* Zürich, Schulthess, 1980. 173 S. (Rechtsquellenlehre, Bd. 2).

Der sehr belesene Verfasser zeigt gedrängt und doch umfassend, was alles Rechtsquelle ist. Zahlreich sind die Nahtstellen zu andern Wissenschaften. Gerade für Nachbarn und als allgemeine Einführung bietet Bühler viel. Es geht ihm überall um die Rechtswirklichkeit; keine Ruhe lässt ihm die Frage, ob das Recht wirklich so durchgesetzt wurde, wie es in Gesetzen stand.

Besondere Aufmerksamkeit erfährt die Fehde. Ob die Enquête, die Zeugenbefragung sie verdrängt hat, kann vielleicht für Frankreich so absolut gesagt werden, weniger für deutsche Lande. Bei allen Verfeinerungen und obrigkeitlicher Verbreitung war die Enquête doch umständlich, teuer und zeitraubend. Ihr Ergebnis musste erst noch durchgesetzt werden, was beim Zweikampf brutal und einfach geschah.

Zürich

Hans Herold